

Commune de
**CHANOS
CURSON**



PLAN LOCAL D'URBANISME



**2a-
P.A.D.D.**
Projet d'Aménagement
et de Développement Durable



10 Rue Condorcet - 26100 Romans-sur-Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Internet : www.beaur.fr

5.06.109

Fév.
2010

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	2
PROJET D'AMENAGEMENT DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	3
ARTICLES L.121.1 ET L.110. DU CODE DE L'URBANISME.....	7

2. METTRE EN VALEUR ET PROTEGER

Préserver les éléments identitaires et améliorer le cadre de vie :

centres de villages, coteaux, bois, ...

➤ Les zones urbanisées

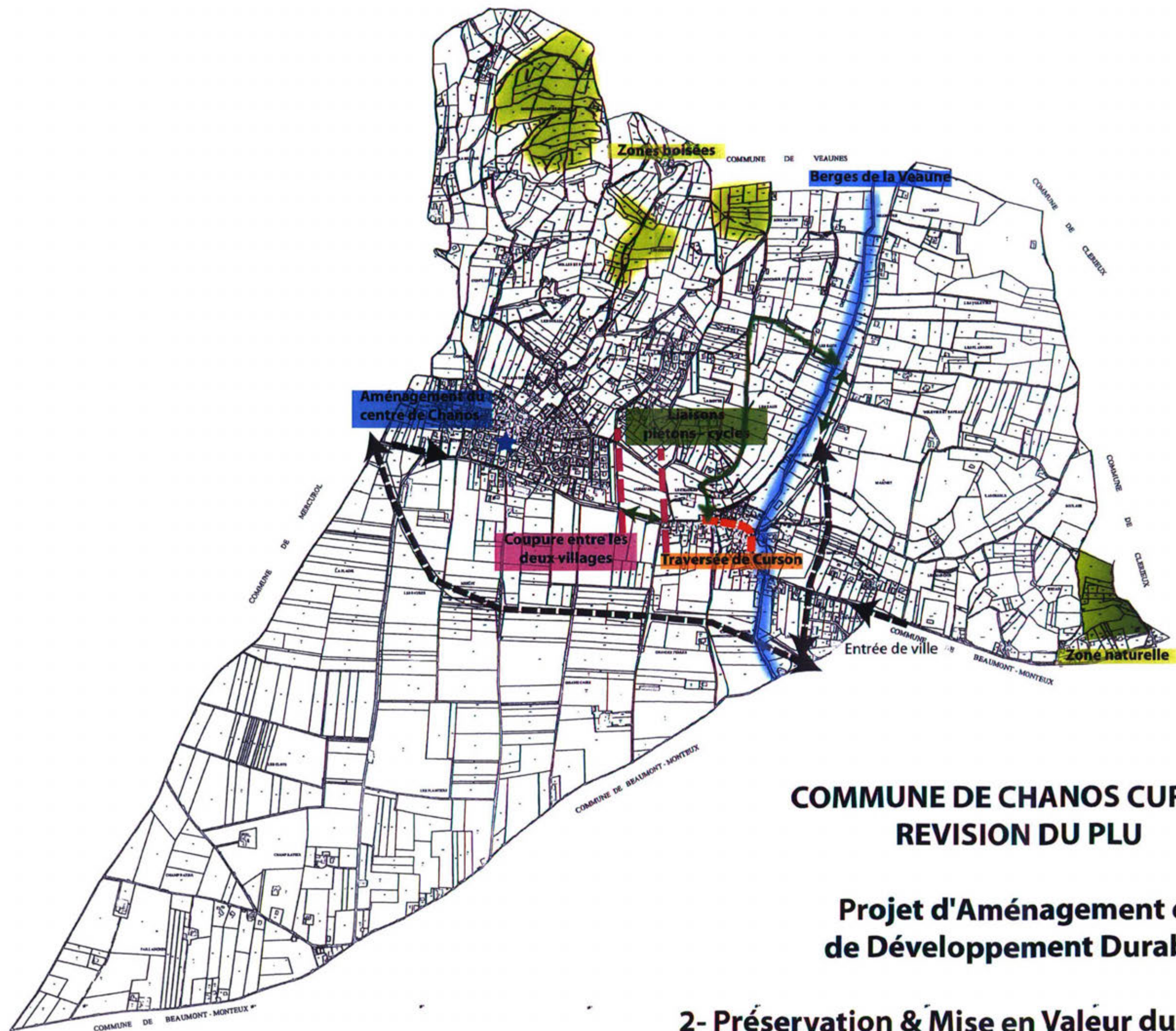
- Préserver l'**identité** et la cohérence des deux **villages**.
- **Densifier** le bâti existant
- Améliorer les **dessertes**, notamment pour piétons et cycles : définir des itinéraires piétons prioritaires au PLU reliant les deux villages, les sentiers et les berges de la Veune.

Prévoir des liaisons pratiques dans les opérations d'aménagement à venir en intégrant les itinéraires piétons et cycles.

- Mieux marquer les **entrées de ville** en prenant en compte les emprises de la déviation.

➤ Le milieu naturel

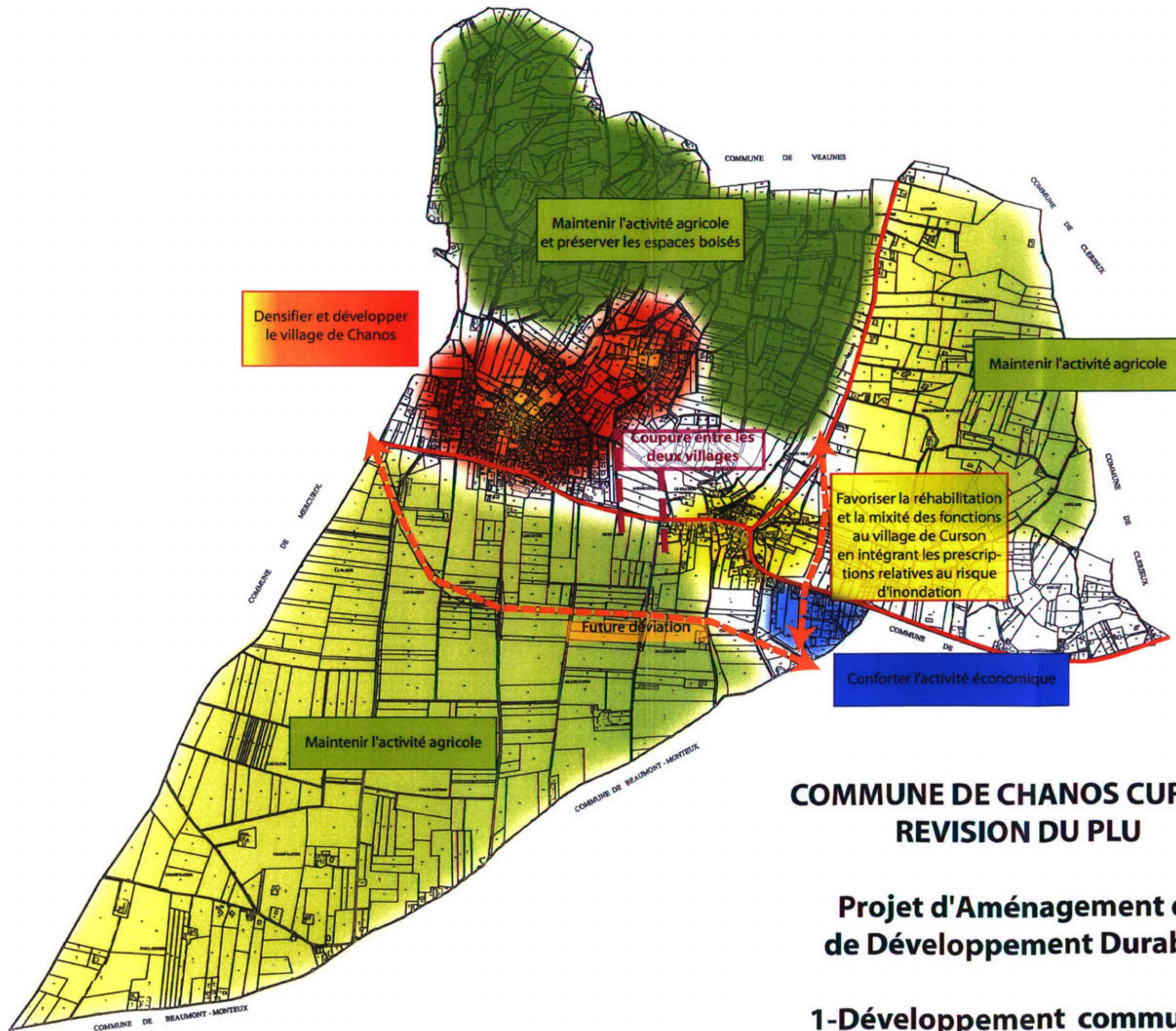
- Protéger et valoriser les bords de la **Veune**.
- Identifier et protéger les **espaces boisés**, la **ZNIEFF** de type 1 et le site Natura 2000.
- Préserver et mettre en valeur les éléments attrayants sur la commune (vue sur les coteaux, sentiers : ex Chemin de La dame accédant à la vallée de la Veune, ...)



COMMUNE DE CHANOS CURSON REVISION DU PLU

Projet d'Aménagement et de Développement Durable

2- Préservation & Mise en Valeur du Cadre de Vie



COMMUNE DE CHANOS CURSON REVISION DU PLU

Projet d'Aménagement et
de Développement Durable

1-Développement communal

ANNEXE

Articles L.121.1 et L.110. du Code de l'Urbanisme

Article L.121.1 du Code de l'Urbanisme(Loi n° 2000-1208 du 13/12/2000)

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

- a) L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- b) La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- c) Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Les dispositions des 1° à 3° sont applicables aux directives territoriales d'aménagement visées à l'article L. 111-1-1.

Article L.110 du Code de l'Urbanisme (Loi n° 83-8 du 7/01/1993)

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, (L.n° 91-662 du 13 juillet 1991, article 5) « d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, » de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages (L. n° 87-565 du 22 juillet 1987, article 22) « ainsi que la sécurité et la salubrité publiques » et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales (L. n° 96-1236 du 30 décembre 1996, article 17-I) « et de rationaliser la demande de déplacements », les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.